



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Saint-Étienne, le 31 août 2015

Unité Territoriale de la Loire

Référence : UT42-S7-015-123

Affaire suivie par : Guillaume HANRIOT
guillaume.hanriot@developpement-durable.gouv.fr

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

CHAPELLERIE FLECHET
À CHAZELLES-SUR-LYON

DÉPÔT DE TERRES CONTAMINÉES HORS SITE
LORS DE LA CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ

Rapport de l'inspection des installations classées

OBJET : Dépôt de déchets (terres excavées) hors-site issus de la chapellerie
Fléchet, rue de la Liberté à Chazelles-sur-Lyon

RÉF. : - courrier en réponse de la communauté de communes de Forez-en-
Lyonnais du 24 juin 2015 comprenant un rapport de juin 2015 intitulé
« caractérisation des déblais mis en dépôt sur la commune de
Chazelles sur Lyon » réalisé par le bureau d'études Artelia
- courrier de l'inspection du 19 mars 2015 adressé à la communauté
de communes de Forez-en-Lyonnais
- rapport de l'inspection du 14 octobre 2014

PJ. : - Projet de courrier au maire de Chazelles-sur-Lyon à la
signature du préfet de la Loire
- Projet de courrier à la communauté de communes de Forez-
en-Lyonnais à la signature du préfet de la Loire

Copie :
- Sous-préfet de Montbrison
- gendarmerie de Chazelles/Lyon
- UT Rhône-Saône
- UT Loire

Dans le cadre de la réhabilitation d'une partie de l'ancienne chapellerie Fléchet à Chazelles-sur-Lyon, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais (CCFL) a réalisé l'aménagement de l'Atelier-Musée du Chapeau inauguré le 6 avril 2013.

Au cours de la réalisation des travaux de réhabilitation du site, la CCFL a déposé des déblais de terrassement sur un terrain communal de Chazelles-sur-Lyon au lieu-dit « le Plasson » contrairement aux recommandations formulées dans le plan de gestion de 2010 validé par l'inspection.

Par courrier du 24 juin 2015 s'appuyant sur le rapport de juin 2015 intitulé « caractérisation des déblais mis en dépôt sur la commune de Chazelles-sur-Lyon », la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais interroge l'inspection sur la recommandation du bureau d'études Artelia de maintenir les terres en provenance du site Fléchet sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon au lieu-dit « le Plasson ».

Le présent rapport étudie cette affaire et propose en conséquence des suites administratives.

I. SITUATION ADMINISTRATIVE

Le site industriel d'où ont été excavées les terres déposées sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon, a abrité de 1902 jusqu'au milieu des années 1970 une fabrique de chapeaux en feutre de poils : la chapellerie Fléchet. Les bâtiments de l'usine principale ont été construits en 1902 et ceux de l'usine nouvelle en 1942. Toutes les activités au sein des bâtiments ont cessé définitivement dans les années 1970.

La chapellerie Fléchet était visée par la nomenclature des installations classées sous les rubriques 2310 et 2360 de la nomenclature des installations classées relatives aux textiles, cuirs, peaux. Elle ne disposait, à notre connaissance, d'aucun document administratif autorisant ses activités.

Le dépôt de déblais sis sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon au lieu-dit « le Plasson » ayant accueilli les terres excavées en provenance de la chapellerie Fléchet ne dispose d'aucune autorisation administrative au sens de la législation sur les installations classées ou du code de l'environnement.

Les travaux d'exhaussement sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon au lieu-dit « le Plasson » n'ont pas à la connaissance de l'inspection, au titre du code de l'urbanisme, fait l'objet d'une déclaration préalable, d'un permis d'aménager, d'un permis de construire ou d'une étude d'impact.

II. PRÉSENTATION DE L'AFFAIRE

L'activité chapelière à Chazelles-sur-Lyon remonte au XVI^{ème} siècle. Elle était une activité potentiellement polluante. En effet, les chapeaux étaient fabriqués à partir de poils de lapin et de paille impliquant un feutrage avec du nitrate de mercure ou de l'acide mercuriel ... Des opérations de teinture potentiellement polluantes ont également été réalisées au sein de la chapellerie Fléchet occupant une surface d'environ 22 000 m².

Depuis plusieurs années, des réflexions étaient menées sur le transfert et le redéploiement de l'Atelier-Musée du chapeau de Chazelles-sur-Lyon ainsi que sur la création d'un véritable pôle économique, touristique et culturel, autour du chapeau, de la mode et des métiers d'art.

L'aboutissement de ce projet a permis de regrouper sur une partie des terrains occupés par l'ancienne chapellerie Fléchet inscrite aux monuments historiques, un ensemble de compétences, de savoir-faire, de services et d'activités complémentaires autour de la filière du chapeau.

La communauté de communes de Forez-en-Lyonnais, propriétaire de l'ancienne chapellerie, a conduit en tant que maître d'ouvrage les travaux d'aménagement du site notamment ceux préconisés dans le plan de gestion permettant d'accueillir l'atelier-musée du chapeau. Lors de ces travaux, elle a procédé au dépôt des déblais de terrassement en provenance du site Fléchet représentant 2300 tonnes sur un terrain communal de Chazelles-sur-Lyon au lieu-dit « le Plasson ».

Dans son rapport du 22 janvier 2010 transmis avant le démarrage des travaux, l'inspection avait déjà demandé à la CCFL la réalisation des analyses sur toutes terres excavées sortant du site afin de déterminer la filière d'élimination adaptée ainsi que la transmission des justificatifs d'élimination des terres contaminées. Cette demande avait été réitérée par l'inspection auprès de la CCFL dans son rapport du 28 juin 2010, lors de la réunion du 6 février 2013 et par courriels des 27 février et 22 mars 2013.

Un procès-verbal de délit pris à l'encontre de la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais a été rédigé et transmis le 17 octobre 2013 à monsieur le procureur de la république de Saint-Étienne pour refus de fournir à l'administration les informations visées à l'article L541 - 7 du code de l'environnement.

Par courrier du 19 mars 2015, l'inspection a rappelé à la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais que les éléments justificatifs fournis dans le rapport de synthèse des travaux de réhabilitation environnementale du site de février 2014 ne permettent pas de justifier de la régularité de la filière d'élimination des terres excavées sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon. La CCFL a donc proposé de réaliser une étude de caractérisation des déblais mis en dépôt sur la commune de Chazelles-sur-Lyon afin de préciser la nature des déblais stockés et de proposer à l'inspection les modalités de gestion de ces déblais au regard des contraintes réglementaires.

Par courrier du 24 juin 2015, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais a transmis le rapport de juin 2015 intitulé « caractérisation des déblais mis en dépôt sur la commune de Chazelles-sur-Lyon » et interrogé l'inspection sur la recommandation du bureau d'études Artelia de maintenir les terres en provenance du site Fléchet sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon au lieu-dit « le Plasson ».

III. SYNTHÈSE ET AVIS SUR LE DOSSIER

III -1 Description succincte de la zone de dépôt, de son environnement et de son usage

La zone de dépôt communal localisée au lieu-dit « Le Plasson » au sud de la commune de Chazelles-sur-Lyon correspond aux parcelles cadastrales C345 et C1171 représentant une surface de 10 720 m². Elle présente une forte pente en direction du Sud-Est progressivement arasée par la mise en place de dépôts. La partie Est du site correspond à une plate-forme haute dont l'altitude est supérieure d'environ 3 mètres à la partie Ouest du site.

Les déblais du site Fléchet ont été réceptionnés sur la plate-forme haute à l'Est du site. L'emprise du dépôt correspond à une surface d'environ 1 600 m² dont l'emplacement est présenté sur le plan joint en annexe 1 du présent rapport. Les déblais représentant environ 2300 tonnes ont été régalez sur une épaisseur d'environ 0,75 m et ont été recouverts d'une couche de matériaux d'apports de 0,5 m d'épaisseur. Cette plate-forme haute ne reçoit plus, pour le moment, de matériaux.

La partie Ouest du site correspond à une plate-forme basse accueillant les déblais des travaux réalisés sur la commune.

Le dépôt localisé en zone péri-urbaine est bordé par les activités suivantes :

- Au Nord : des cours de tennis (non présentés sur la vue aérienne), le lycée Frison Roche et son gymnase ;
- Au Sud : des parcelles agricoles avec des habitations individuelles très dispersées ;
- À l'Est et à l'Ouest : des parcelles agricoles.

Le contexte hydrogéologique local du site met en avant que les terrains superficiels du socle (Orthogneiss rubanés) s'altèrent en arène perméable sur des épaisseurs pouvant atteindre localement plusieurs mètres. Le socle est lui-même diaclasé et fissuré, créant ainsi un réseau ouvert dans les parties superficielles de la roche. Ce réseau constitue une voie d'infiltration pour les précipitations qui y circulent facilement en créant ainsi un aquifère cutané suivant la ligne de plus grande pente donnant naissance à de multiples sources dont les débits ne sont jamais très importants (0,2 à 1 m³/h). Sur la base de ces éléments, l'écoulement des eaux souterraines au droit du site, estimées à environ 4 m de profondeur et influencé par la topographie, serait orienté en direction du Sud-Est. Le ru s'écoulant en fond de vallon constituerait l'exutoire des eaux souterraines.

L'étude de la vulnérabilité des eaux souterraines du site a mis en évidence la présence d'un usage sensible (puits de particulier avec consommation) en aval hydraulique immédiat du site.

À ce jour, le site est exploité en tant que dépôt communal, la volonté de la mairie de Chazelles-sur-Lyon étant à terme de combler totalement le site et de l'aplanir à une côte altimétrique similaire aux parcelles voisines. Ce dépôt accueille principalement des déblais issus de travaux de voiries et réseaux divers réalisés sur la commune. Le projet de réaménagement du site n'est pas défini, les orientations principales consistant en l'aménagement d'un espace public extérieur (zone de parking, zone de promenade ...).

III -2 Investigations de terrain menées lors de la caractérisation des déblais issus du site Fléchet

III -2.1 Description succincte

La caractérisation des déblais issus du site Fléchet a été réalisée par le bureau d'études Artelia le 6 mai 2015. Elle a consisté à la réalisation de 10 sondages de sol à 1,5 m de profondeur positionnés méthodiquement selon un maillage d'environ 12 x 12 m soit environ tous les 150 m². Les 10 prélèvements d'échantillons au droit du massif de déblais ont été analysés sur les paramètres du pack ISDI (arrêté du 12 décembre 2014) et pour 8 métaux sur brut.

Le bureau d'études Artelia a également quantifié, à titre comparatif, le bruit de fond local par :

- la réalisation de 3 sondages de sol sur le site receveur hors emprise de la zone ayant reçue les déblais du site Fléchet. 6 prélèvements d'échantillons ont été réalisés au droit de ces sondages (3 dans les remblais et 3 dans le terrain naturel) pour analyse pack ISDI afin d'évaluer le bruit de fond local,
- la compilation des résultats d'analyses chimiques en mercure (45 échantillons) obtenus lors de la réalisation d'un diagnostic de pollution réalisé au droit de l'actuel lycée et gymnase Frison Roche situé immédiatement au Nord du site receveur des déblais Fléchet (étude SOGREAH 1730695 : Opération de construction du lycée de Chazelles/Lyon – Diagnostic de pollution des sols – Octobre 2005).

L'emplacement des sondages est présenté sur le plan joint en annexe 1 du présent rapport.

Afin d'étudier la possibilité de maintien en place les déblais issus du site Fléchet, le bureau d'études Artelia se réfère au guide de réutilisation hors site des terres excavées en technique routière et dans des projets de réaménagements publié en février 2012.

III -2.2 Présentation et interprétation des résultats par le bureau d'études Artelia

Les résultats d'analyse chimiques réalisés sur les déblais issus du site Fléchet mettent en évidence :

1. L'absence de concentrations supérieures aux valeurs seuil d'acceptation des déchets en centre de stockage de déchets inertes (ISDI) pour l'ensemble des substances analysées ;
2. L'absence de concentrations supérieures aux limites de quantification du laboratoire pour les CAV totaux (< 0,2 mg/kg Ms) et les PCB totaux (< 0,014 mg/kg Ms pour les 7 congénères) ;
3. La présence de traces pour les substances suivantes :
 - les hydrocarbures C10-C40 (concentrations maximales comprises entre 25 et 65 mg/kg) sur 4 des 10 échantillons caractérisant les déblais issus du site Fléchet ;
 - les HAP : concentrations moyennes de 3,25 mg/kg sur 9 échantillons et une valeur ponctuelle supérieure à la répartition de la série, 32 mg/kg, au droit du sondage S7 (non considérée pour calculer la valeur moyenne). Cette concentration est sans doute liée à la présence de mâchefers identifiée, uniquement sur ce point, lors de la réalisation du sondage ;
 - les métaux lixiviables (Sb, As, Mo et Ba uniquement) largement inférieures aux seuils ISDI.
4. La présence de teneurs s'inscrivant dans le bruit de fond anthropique local pour :
 - Le chrome, le cuivre, le nickel : les concentrations s'inscrivent dans la gamme des teneurs des matériaux sur site ([Cr]_{moy} = 29,5 mg/kg [Cr]_{max} = 44 mg/kg, [Cu]_{moy} = 25,3 mg/kg [Cu]_{max} = 40 mg/kg, [Ni]_{moy} = 18,6 mg/kg [Ni]_{max} = 29 mg/kg) et dans les valeurs couramment observées sur les sols ordinaires définis par le programme ASPITET de l'INRA sur les sols français (10 à 90 mg/kg pour le Cr, 2 à 30 mg/kg pour le Cu et 2 à 60 mg/kg pour le Ni) ;
 - Le mercure sur l'ensemble des échantillons analysés. Les concentrations mesurées dans les déblais issus du site Fléchet sont comprises entre 0,3 mg/kg et 5,7 mg/kg, la concentration moyenne en mercure mesurée étant de 2,5 mg/kg. Cette concentration est supérieure à la valeur

de bruit de fond géochimique définie par programme ASPITET de l'INRA sur les sols ordinaires français (0,02 à 0,1 mg/kg Ms) mais est cependant dans la gamme des concentrations mesurées localement sur site (1,1 mg/kg) et hors-site (3,5 mg/kg, étude du lycée de Chazelles/Lyon). Les teneurs en mercure mesurées localement sur la commune de Chazelles-sur-Lyon sont liées aux activités historiques de chapellerie exercées sur la commune et ayant conduit à la dispersion de déblais présentant de fortes teneurs en mercure sur de nombreux terrains de la commune ;

- L'arsenic : les concentrations s'inscrivent dans la gamme des teneurs des matériaux sur site. La concentration moyenne des remblais (34,8 mg/kg Ms) est supérieure à la valeur de bruit de fond géochimique définie par programme ASPITET de l'INRA sur les sols ordinaires (1 à 25 mg/kg Ms) ;
- Le cadmium et le zinc : les concentrations ($[Cd]_{moy} = 0,3 \text{ mg/kg}$, $[Cd]_{max} = 0,81 \text{ mg/kg}$, $[Zn]_{moy} = 90 \text{ mg/kg}$, $[Zn]_{max} = 160 \text{ mg/kg}$) sont globalement dans la gamme des valeurs couramment observées sur les sols ordinaires (0,05 à 0,45 mg/kg pour le Cd et 10 à 100 mg/kg pour le Zn), définis par le programme ASPITET de l'INRA, elles sont légèrement supérieures aux teneurs moyennes mesurées dans les sols en place ($[Cd]_{moy} = 0,21 \text{ mg/kg}$ et $[Zn]_{moy} = 70 \text{ mg/kg}$).

5. La présence d'une teneur remarquable pour :

- Le plomb ponctuellement au droit du point de sondage S6. La concentration mesurée (360 mg/kg) est comprise dans la gamme des valeurs couramment observées dans le cas de fortes anomalies naturelles du programme ASPITET de l'INRA sur les sols français. Les autres prélèvements ($[Pb]_{moy} = 27,6 \text{ mg/kg}$, $[Pb]_{max} = 44 \text{ mg/kg}$) réalisés sur la zone s'inscrivent dans la gamme des valeurs couramment observées sur les sols ordinaires (9 à 50 mg/kg pour le Pb). Elles sont légèrement supérieures aux teneurs moyennes mesurées dans les sols en place ($[Pb]_{moy} = 10,7 \text{ mg/kg}$).

La comparaison des résultats de la caractérisation des déblais du site Fléchet vis-à-vis des prescriptions du guide de réutilisation hors site des terres excavées en technique routière et dans les projets d'aménagement réalisée par Artelia conclut à la possibilité de maintien des déblais issus du site Fléchet sur le site receveur de Chazelles-sur-Lyon dans la mesure où la présence des déblais ne dégrade pas la qualité des sols en place, assure la préservation de la ressource en eaux et des écosystèmes au droit du site et ne génère pas de risques sanitaires et environnementaux sous réserve que le projet d'aménagement du site soit finalisé de façon à respecter le maintien du recouvrement des déblais Fléchet actuellement en place.

III -3 Avis de l'inspection

1. La CCFL doit procéder à la réalisation d'analyse dans le puits du particulier situé en aval hydraulique du site immédiat du dépôt communal afin de vérifier la conformité de la qualité de l'eau de consommation sur les paramètres chimiques par rapport aux limites de qualité définies en annexe 1 de l'arrêté du 11 janvier 2007,

2. L'ensemble des terrains utilisé pour l'implantation du lycée Frison Roche était à l'origine des terrains agricoles sur lesquels aucune activité industrielle n'a a priori existé. Les nombreuses chapelleries présentent sur Chazelles/Lyon produisaient de grandes quantités de déchets de poils de lapin (jarres issues du soufflage et rognures issues du feutrage). Ces jarres imprégnées de mercure (environ 1 à 2 % sur le poids sec) réputées comme engrais de grande valeur ainsi que les rognures, étaient utilisées en épandage dans les jardins et dans les champs. D'après le rapport, le mercure présent dans les sols (principalement le 1^{er} mètre) et les sédiments est considéré sous une forme inorganique (nitrate de mercure) non volatil. L'analyse statistique des résultats permet de définir une moyenne des concentrations de 3,5 mg/kg de mercure total dans les sols. L'origine de ces contaminations étant l'épandage de déchets chargés en mercure, les concentrations dans les sols sont très hétérogènes (concentration maximum mesurée à 20 mg/kg). L'inspection propose de retenir une concentration résiduelle moyenne en mercure totale de l'ordre de 3,5 mg/kg Ms pour les terrains agricoles contaminés par l'épandage de déchets chargés en mercure issus de l'activité chapelière,

3. Comme l'a justement souligné le bureau d'études Artelia, la dispersion de déblais présentant des teneurs significatives en mercure liées aux activités historiques chapelières conduit à accroître la teneur du bruit de fond géochimique anthropique du mercure sur de nombreux terrains de la commune,

4. Les résultats des 3 analyses sur les échantillons de remblais déposés sur le site hors emprise du dépôt en provenance du site Fléchet ne permettent pas de caractériser le bruit de fond géochimique local. L'origine de ces déblais étant inconnu, la qualité des remblais (hors site Fléchet) déjà déposés sur le site peut être très variable étant donné que les terrains de la commune de Chazelles/Lyon sont susceptibles d'avoir été contaminés par les activités chapelières et connexes. Les résultats d'analyse mettent en avant la variabilité des teneurs en mercure rencontrées dans ces remblais (0,09 à 2,4 mg/kg Ms) parfois très supérieures au bruit de fond géochimique naturel local du site estimé à environ 0,26 mg/kg Ms.

5. Les résultats des 3 analyses sur les échantillons de terrain naturel prélevés sous les remblais permettent d'évaluer le bruit de fond géochimique naturel local. Les valeurs remarquables suivantes sont à retenir :

- environ 0,26 mg/kg Ms pour le mercure. Cette teneur semble cohérente avec l'étude réalisée au droit de l'actuel lycée et gymnase Frison Roche en 2005 dans la mesure où ces terrains présentant une forte déclivité étaient peu propices à l'exploitation agricole et par conséquent faiblement soumis aux pollutions issues de l'amendement des terrains par les jarres et rognures provenant de l'activité chapelière,
- < 0,32 mg/kg Ms (limite de quantification) pour les HAP (16-EPA) dont < 0,02 mg/kg Ms (limite de quantification) pour le BaP,
- 3600 mg/kg Ms pour le COT sur brut (probablement < 2000 mg/kg Ms correspondant à la limite de quantification).

Sur la commune de Chazelles/Lyon, le fond géochimique local en mercure pourrait, pour certains terrains objet d'amendement organiques par les pratiques agricoles, être considéré de l'ordre de 3,5 mg/kg Ms (exception des sites ayant abrité une chapellerie) comme le montre l'étude du Lycée Frison Roche de 2005. Cependant le fond géochimique naturel local en mercure (en dehors de tout impact de l'activité chapelière) des terrains de la commune de Chazelles/Lyon est probablement proche de 0,07 mg/kg Ms mais présente des hétérogénéités locales importantes,

6. La réutilisation des terres excavées selon le guide de réutilisation hors site des terres excavées en technique routière et dans les projets d'aménagement de février 2012 impose le respect simultané de 3 critères. Le critère 1 impose le maintien de la qualité des sols du site receveur. Le dépôt de terres excavées sur le site receveur, en l'occurrence le terrain communal, n'est possible que si les substances polluantes présentent des teneurs inférieures à celles caractérisant le fond géochimique du site receveur. La teneur moyenne en mercure des terres excavées en provenance du site Fléchet (2,5 mg/kg Ms) est environ 10 fois supérieure à celle observée dans le terrain naturel (0,26 mg/kg Ms). La teneur moyenne en HAP des terres excavées en provenance du site Fléchet (3,25 mg/kg Ms) est environ 10 fois supérieure à celle observée dans le terrain naturel (0,32 mg/kg Ms). Plus particulièrement, la teneur moyenne en BaP des terres excavées en provenance du site Fléchet (0,64 mg/kg Ms) est plus de 30 fois supérieure à celle observée dans le terrain naturel (< 0,02 mg/kg Ms). La teneur moyenne en plomb des terres excavées en provenance du site Fléchet (27,6 mg/kg Ms) ne prenant pas en compte la teneur très significative relevée en S6 (360 mg/kg Ms) est déjà environ 2,5 fois supérieure à celle observée dans le terrain naturel (10,7 mg/kg Ms). Enfin, la teneur moyenne en COT des terres excavées en provenance du site Fléchet (10 700 mg/kg Ms) est environ 3 fois supérieure à celle observée dans le terrain naturel (3600 mg/kg Ms). Par conséquent, la réutilisation des terres excavées selon le guide de réutilisation hors site des terres excavées en technique routière et dans les projets d'aménagement de février 2012 n'est pas possible pour l'inspection,

7. Les concentrations mesurées dans les terres excavées en provenance du site Fléchet respectent tous les critères définis à l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes. Les matériaux en provenance du site Fléchet déposés sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon au lieu-dit « le Plasson » peuvent donc être entreposés dans des sites spécifiques de stockage de déchets inertes au sens de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2014. La CCFL doit donc éliminer ces déchets dans une installation de stockage de déchets inertes dûment autorisée ou les valoriser dans le cadre de travaux d'aménagement ou de remblaiement respectant le code de l'urbanisme dont le PLU de la commune,

8. Le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon sis au lieu-dit « le Plasson » reçoit principalement des déblais issus de travaux de voiries et réseaux divers réalisés sur la commune afin de combler totalement le site. L'inspection avait déjà constaté le 6 février 2013 lors d'une visite du site l'apport de matériaux sur ces parcelles. Comme le rappelle la réponse du secrétariat d'Etat aux transports publiée dans le JO du Sénat du 9 septembre 2010, l'utilisation de déchets pour la réalisation de remblais n'est pas, en principe, soumise à autorisation préfectorale au titre de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement sauf lorsque l'apport de nouveaux déchets s'effectue sur une période supérieure à 2 ans. Le dépôt de déchets inertes sur ces terrains s'apparente donc à une installation de stockage de déchets inertes au sens du code de l'environnement et nécessite une autorisation administrative (régime de l'enregistrement) au titre de la législation sur les installations classées,

IV. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Compte tenu des éléments susvisés, il apparaît que les terres excavées en provenance de l'ancienne chapellerie « Fléchet » sise rue de la Liberté à Chazelles-sur-Lyon (42 140) constituent des déchets contenant du mercure, du plomb et des HAP à des teneurs supérieures au terrain naturel.

Les teneurs rencontrées en mercure, en HAP et en plomb dans les terres excavées en provenance de la chapellerie Fléchet sont incompatibles avec l'application du guide de réutilisation hors site des terres excavées en technique routière et dans des projets de réaménagements publié en février 2012.

Les substances dangereuses présentes dans les terres excavées (mercure, plomb, HAP...) en provenance du site Fléchet sont susceptibles de présenter des dangers et des inconvénients pour la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement.

Cependant, les matériaux en provenance du site Fléchet déposés sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon au lieu-dit « le Plasson » sont des déchets pouvant être entreposés dans des sites spécifiques de stockage de déchets inertes au sens de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2014, car ils respectent les critères d'admission réglementaires sur lixiviats et sur le contenu total.

La décharge de déchets inertes de la commune de Chazelles-sur-Lyon sur laquelle ont été déposés les déchets du site Fléchet n'est pas en situation régulière, car elle ne bénéficie pas de l'autorisation préfectorale au titre des Installations de Stockage de Déchets Inertes qui était requise depuis le 1^{er} juillet 2007 au titre de l'article L541-30-1 du code de l'environnement (régime spécifique des ISDI), ni de l'autorisation préfectorale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) qui est requise depuis le 1^{er} janvier 2015 suite au changement de régime réglementaire des ISDI, qui sont désormais des ICPE depuis cette date.

Par conséquent, la commune de Chazelles-sur-Lyon, propriétaire des terrains et exploitant de cette ISDI non autorisée doit régulariser sa situation :



- soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement en préfecture,
- soit en cessant son activité de réception de déchets sur le site et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

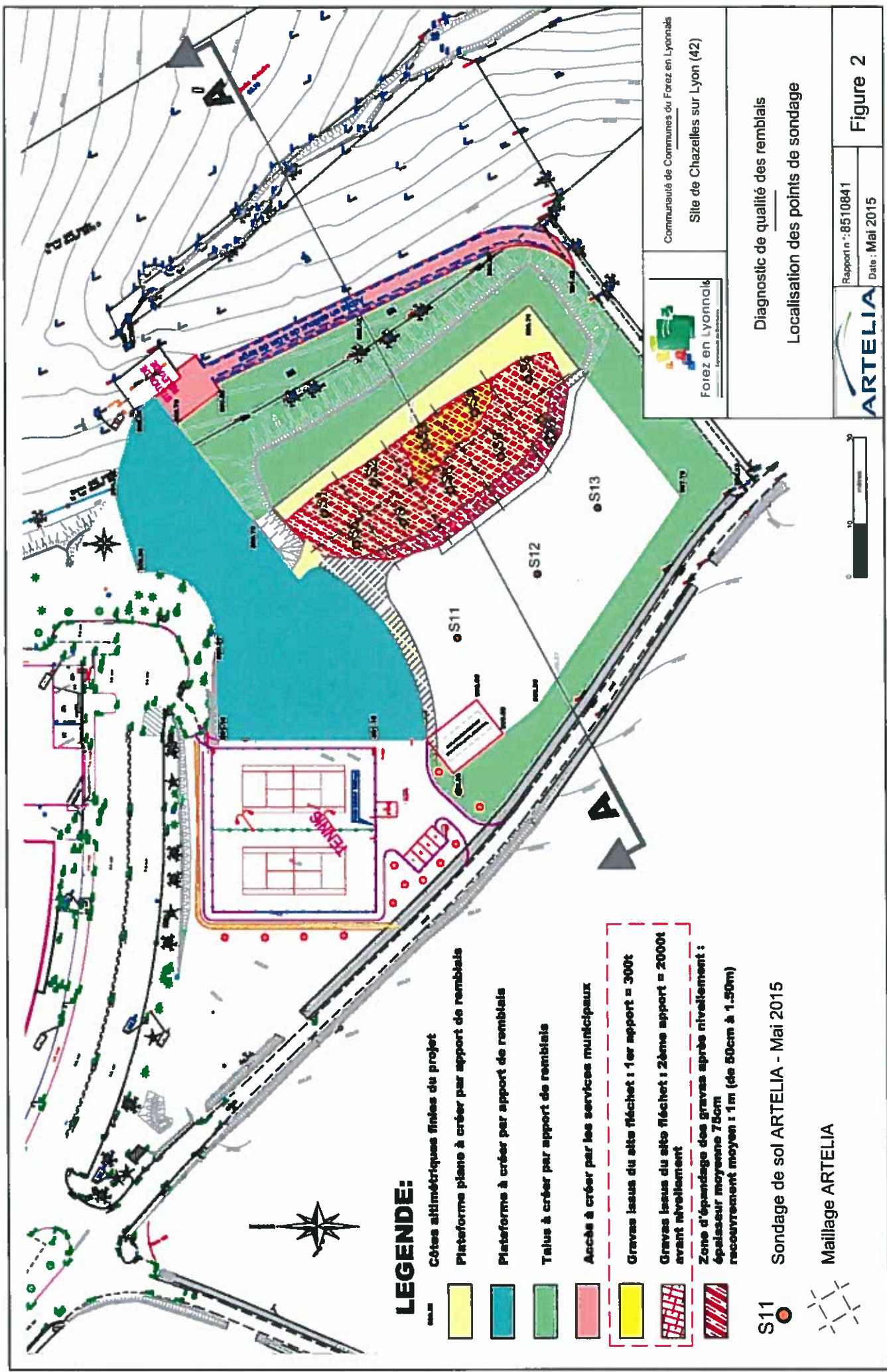
L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Loire d'adresser un courrier :

- au maire de Chazelles-sur-Lyon pour :
 - l'inviter à régulariser la situation de la décharge communale de déchets inertes au lieu-dit « Le Plasson » en faisant connaître dans un délai de deux mois laquelle des deux options ci-dessus il choisit,
 - l'informer qu'il est demandé à la CCFL de vérifier si le puits à l'aval fait l'objet d'une consommation de son eau et si tel est le cas, d'y réaliser une analyse d'eau afin de vérifier la conformité de sa qualité avec les valeurs limites définies en annexe 1 de l'arrêté du 11 janvier 2007.

- à la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais afin de l'informer :
 - des conclusions de l'inspection suite à l'instruction des éléments qu'elle a apportés pour répondre au courrier de l'inspection du 19 mars 2015,
 - que sa responsabilité en tant que producteur des déchets du site Fléchet court jusqu'à la régularisation administrative de la décharge communale de Chazelles sur Lyon. Le cas échéant, selon les modalités de régularisation choisie par l'exploitant de la décharge, il pourrait lui être demandé la reprise et l'élimination selon une autre filière autorisée des déchets issus du site Fléchet qu'elle a entreposés sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon situé au lieu-dit « Le Plasson »,
 - de vérifier si le puits du particulier à l'aval fait l'objet d'une consommation humaine de son eau et si tel est le cas, d'y réaliser une analyse d'eau afin de vérifier la conformité de sa qualité avec les valeurs limites définies en annexe 1 de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Nous proposons de suggérer dans ces courriers au maire et à l'intercommunalité, dans le cas où la régularisation par dépôt d'une demande d'enregistrement serait choisie, d'étudier l'opportunité de transférer la régularisation et l'exploitation de cette ISDI à l'échelle de l'intercommunalité, si cette échelle correspond à la zone de provenance des déchets entreposés.

<p>L'inspecteur de l'environnement</p>  <p>Guillaume HANRIOT</p>	<p>Vu, approuvé et transmis à monsieur le Préfet du département de la Loire Lyon, le 26 novembre 2016 Pour le directeur et par délégation, Le chef de l'Unité Prévention des Pollutions et Santé Environnement</p>  <p>Yves-Marie VASSEUR</p>
---	---





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale de la Loire

Saint-Étienne, le

Affaire suivie par : Guillaume HANRIOT
Unité Territoriale de La Loire
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : guillaume.hanriot@developpement-
durable.gouv.fr
Réf. : UT42-S7-015-124

Objet : Élimination de déchets sur un terrain communal lors de la création du Pôle Chapeau sur l'ancienne chapellerie Fléchet

PJ : copie du rapport de l'inspection du 31 août 2015

Monsieur le maire,

Dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne chapellerie Fléchet à Chazelles-sur-Lyon lors de l'aménagement de l'Atelier-Musée du chapeau, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais, propriétaire de l'ancienne chapellerie Fléchet, a fait procéder, au cours des travaux de dépollution, à l'élimination de terres excavées sur un terrain de votre commune situé au lieu-dit « Le Plasson » à proximité du gymnase Frison Roche.

Les éléments présentés à l'inspection par la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais dans le rapport de synthèse des travaux de réhabilitation environnementale du site de février 2014 ne permettaient pas de justifier la régularité de la filière d'élimination des terres excavées mise en œuvre par la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais lors de leur stockage sur le terrain communal. Les terres excavées constituent des déchets que la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais doit gérer en tant que producteur conformément à l'article L. 541-1 du code de l'environnement chapitre Ier du titre IV du livre V du code de l'environnement.

Par courrier du 24 juin 2015, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais a transmis à l'inspection un rapport de juin 2015 permettant de caractériser les déblais mis en dépôt sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon et interrogeant l'inspection sur la recommandation du bureau d'études de maintenir les terres en provenance du site Fléchet sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon.

**Monsieur le maire de la commune de
CHAZELLES SUR LYON
12 rue Armand Bazin
42140 Chazelles-sur-Lyon**

L'examen de ces éléments par l'inspection est présenté dans le rapport ci-joint.

Le dépôt des terres excavées du site Fléchet et de manière générale l'ensemble de la décharge communale de déchets du BTP constituent actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) en situation irrégulière. En effet, elle ne bénéficie pas de l'autorisation préfectorale au titre des Installations de Stockage de Déchets Inertes qui était requise depuis le 1er juillet 2007 en application de l'article L541-30-1 du code de l'environnement (régime spécifique des ISDI). Elle ne bénéficie pas non plus de l'autorisation préfectorale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) requise depuis le 1er janvier 2015 suite au changement de régime réglementaire des ISDI qui sont désormais des ICPE.

Les matériaux du site Fléchet, bien qu'ils contiennent des métaux et des traces d'hydrocarbures, respectent les seuils d'acceptation applicables aux Installations de stockage de déchets inertes.

Je vous invite à régulariser la situation de la décharge communale de déchets du BTP :

- soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement ISDI en préfecture au titre de la réglementation des ICPE,
- soit en cessant l'activité de réception de déchets sur le site et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Je vous remercie de me faire savoir dans un délai de deux mois laquelle des deux options vous retenez.

Dans le cas où vous opteriez pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, vous me communiquerez dans les six mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.). Vous trouverez en annexe au présent courrier le contenu du dossier de demande d'enregistrement à fournir par le maître d'ouvrage. Le document cité à l'article R 512-46-4 8° du code de l'environnement est le guide de justification pour la rubrique 2760, vous le trouverez à l'adresse suivante : <http://www.ineris.fr/aida/consultation/document/10361>. Il pourrait d'ailleurs être opportun de réfléchir à un éventuel transfert de la commune à la communauté de communes pour la régularisation et l'exploitation future de la décharge de Chazelles sur Lyon si celle-ci constitue un exutoire des déchets du BTP à l'échelle de l'intercommunalité.

Dans le cas où vous opteriez pour la cessation d'activité, celle-ci devra être effective dans les six mois et vous devrez fournir dans le même délai à mes services un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

Ce dossier devra contenir une description de la méthodologie des conditions de remise en état accompagnée de photos.

Enfin, je vous informe que je demande à la Communauté de Communes de Forez en Lyonnais de vérifier si le puits à l'aval de la décharge communale fait l'objet d'une consommation humaine de son eau et si tel est le cas, d'y réaliser une analyse d'eau afin de vérifier la conformité de sa qualité avec les valeurs limites définies en annexe 1 de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Veuillez agréer, Monsieur le maire, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Préfet de la Loire

Fabien SUDRY

ANNEXE : CONTENU D'UN DOSSIER ENREGISTREMENT

Article R. 512-46-3 du Code de l'environnement

(Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010, article 20)

" Dans tous les autres cas, il est remis une demande, en trois exemplaires augmentés du nombre de communes mentionnées à l'article R. 512-46-11, qui mentionne :

" 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire ;

" 2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;

" 3° La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève.

Article R. 512-46-4 du Code de l'environnement

(Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010, article 20, Décret n° 2012-616 du 2 mai 2012, article 2 et Décret n° 2013-4 du 2 janvier 2013, article 2 I)

" A chaque exemplaire de la demande d'enregistrement doivent être jointes les pièces suivantes :
" 1° Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée ;

" 2° Un plan, à l'échelle de 1/2 500 au minimum, des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres ;

" 3° Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration ;

" 4° Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale ;

" 5° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ;

" 6° Le cas échéant, l'évaluation des incidences Natura 2000 dans les cas et conditions prévus par les dispositions réglementaires de la sous-section 5 de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre IV ;

" 7° Les capacités techniques et financières de l'exploitant ;

" 8° Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du présent titre, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions ;

« 9° Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les « plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 16° à 23°, 26° et 27° du tableau du I de l'article R. 122-17 » ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 ; »

" 10° L'indication, s'il y a lieu, que l'emplacement de l'installation est situé dans un parc national, un parc naturel régional, une réserve naturelle, un parc naturel marin ou un site Natura 2000.

NB : Ces dispositions ne sont pas applicables aux projets de plan, schéma, programme ou document de planification pour lesquels l'avis d'enquête publique ou de mise à disposition du public a été publié au 1er janvier 2013, ni aux chartes de parcs naturels régionaux dont l'élaboration ou la révision a été prescrite au 1er janvier 2013 par délibération du conseil régional en application des dispositions du I de l'article R. 333-5 du code de l'environnement. (Décret n° 2012-616 du 2 mai 2012, article 7)

Article R. 512-46-5 du Code de l'environnement

(Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010, article 20)

" La demande d'enregistrement indique, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 sollicités par l'exploitant.

Article R. 512-46-6 du Code de l'environnement

(Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010, article 20)

" La demande d'enregistrement est complétée dans les conditions suivantes :

" 1° Lorsque l'implantation d'une installation nécessite l'obtention d'un permis de construire, la demande d'enregistrement doit être accompagnée ou complétée dans les dix jours suivant sa présentation par la justification du dépôt de la demande de permis de construire. L'octroi du permis de construire ne vaut pas enregistrement au sens des dispositions de la présente section ;

" 2° Lorsque l'implantation d'une installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement, la demande d'enregistrement doit être accompagnée ou complétée dans les dix jours suivant sa présentation par la justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement. L'octroi de l'autorisation de défrichement ne vaut pas enregistrement au sens des dispositions de la présente section.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale de la Loire

Saint-Étienne, le

Affaire suivie par : Guillaume HANRIOT
Unité Territoriale de La Loire
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : guillaume.hanriot@developpement-
durable.gouv.fr
Réf : UT42-S7-015-125

Objet : Élimination de déchets sur un terrain communal lors de la création du Pôle
Chapeau sur l'ancienne chapellerie Fléchet

PJ : Copie du rapport de l'inspection du 31 août 2015

Monsieur le président,

Dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne chapellerie Fléchet à Chazelles-sur-Lyon lors de l'aménagement de l'Atelier-Musée du chapeau, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais a fait procéder, au cours des travaux de dépollution menés en 2011 et 2012, à l'élimination de terres excavées sur un terrain communal de Chazelles-sur-Lyon situé au lieu-dit « Le Plasson ».

Les éléments que vous avez présentés à l'inspection dans le rapport de synthèse des travaux de réhabilitation environnementale du site de février 2014 ne permettaient pas de justifier la régularité de la filière d'élimination des terres excavées que vous avez mises en œuvre lors de leur stockage sur le terrain de la commune de Chazelles-sur-Lyon. Les terres excavées constituent des déchets que la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais doit gérer en tant que producteur conformément à l'article L. 541-1 du code de l'environnement chapitre Ier du titre IV du livre V du code de l'environnement dans la mesure où elles sont susceptibles de porter atteinte à la santé humaine et de nuire à l'environnement.

Par courrier du 24 juin 2015, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais a transmis à l'inspection un rapport de juin 2015 permettant de caractériser les déblais mis en dépôt sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon et interrogeant l'inspection sur la recommandation du bureau d'études Artelia de maintenir les terres en provenance du site Fléchet sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon.

**Monsieur le président de la communauté de
communes de Forez-en-Lyonnais**
Zone de Montfuron
42140 Chazelles-sur-Lyon

L'examen de ces éléments par l'inspection est présenté dans le rapport ci-joint.

La décharge communale de Chazelles-sur-Lyon sur laquelle ont été apportées les terres excavées du site Fléchet est une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) en situation irrégulière. En effet, elle ne bénéficie pas de l'autorisation préfectorale requise par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les matériaux du site Fléchet, bien qu'ils contiennent des métaux et des traces d'hydrocarbures, respectent les seuils d'acceptation applicables aux Installations de stockage de déchets inertes.

J'ai invité le maire de Chazelles-sur-lyon à régulariser la situation administrative dans cette décharge, soit en déposant une demande d'enregistrement comme ISDI auprès de mon service, soit en cessant l'activité et en procédant à la remise en état de la décharge.

Il pourrait d'ailleurs être opportun de réfléchir à un éventuel transfert de la commune à la communauté de communes pour la régularisation et l'exploitation future de la décharge de Chazelles sur Lyon si celle-ci constitue un exutoire des déchets du BTP à l'échelle de l'intercommunalité.

Je vous informe que votre responsabilité en tant que producteur des déchets du site Fléchet court jusqu'à la régularisation administrative de la décharge communale de Chazelles sur Lyon. Le cas échéant, selon les modalités de régularisation choisie par l'exploitant de la décharge, il pourrait vous être demandé la reprise et l'élimination selon une autre filière autorisée des déchets issus du site Fléchet.

Je vous demande de vérifier si le puits du particulier à l'aval fait l'objet d'une consommation humaine de son eau et si tel est le cas, de réaliser une analyse d'eau de ce puits afin de statuer sur la conformité de sa qualité avec les valeurs limites définies en annexe 1 de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Vous transmettez les résultats de cette analyse à l'inspection des installations classées.

Veillez agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Préfet de la Loire

Fabien SUDRY